OMC+10: avant 1999, l'élan de la mondialisation semblait tout balayer sur son passage, y compris la vérité. Mais à Seattle, des hommes et des femmes ordinaires ont redonné vie à la vérité par leur action collective.

Il est maintenant généralement admis que la mondialisation a été un échec puisqu'elle n'a pas tenu sa triple promesse de sortir des pays de la stagnation, d'éliminer la pauvreté et de réduire les inégalités. Le grande crise économique actuelle trouve son origine dans la mondialisation et la libéralisation financière menées par les entreprises transnationales et dans l'idéologie néolibérale qui les a légitimées. Cette crise, c'est le dernier clou enfoncé clou dans le cercueil de la mondialisation.

Mais les choses étaient très différentes une décennie plus tôt. Je me souviens encore de la musique triomphale qui accompagnait la première réunion ministérielle de l'OMC à Singapour en novembre 1996. A cette occasion, les représentants des Etats-Unis et d'autres pays développés nous ont affirmé que la mondialisation était inévitable, que c'était la vague de l'avenir. La seule chose qui restait à faire était de rendre plus « cohérentes » les politiques de la Banque mondiale, du Fond monétaire international et de l'OMC afin de parvenir au plus vite à l'utopie néolibérale d'une économie mondiale intégrée.

Et en effet, l'élan de mondialisation semblait vraiment tout balayer sur son passage, y compris la vérité. Pendant la décennie précédant Seattle, de nombreuses études provenant des Nations Unies contestait l'idée selon laquelle la mondialisation et les politiques de libéralisation économiques favorisaient durablement la croissance et la prospérité. En fait, elles montraient au contraire que la mondialisation et les politiques pro-marché généraient davantage d'inégalités et de pauvreté et renforçaient la stagnation économique dans les pays du Sud. Mais pour les milieux académiques, la presse et les dirigeants politiques ces données étaient des assertions non-vérifiés plutôt que des faits. Ils préférèrent répéter docilement la mantra néolibérale : libéralisation économique = croissance et prospérité. Cette orthodoxie – répétée *ad nauseam* dans les établissements scolaires et les universités, dans les médias et les milieux politiques – avançait que ceux qui critiquaient la mondialisation étaient des réincarnation modernes des Luddites, ces gens qui cassaient les machines lors de la révolution industrielle, ou, comme Thomas Friedman nous a dédaigneusement nommés, des gens qui croyaient encore que la terre était plate.

Et puis vint Seattle. Après le tumulte de ces journées, la presse commença à parler de "la face obscure de la mondialisation", des inégalités et de la pauvreté qu'elle causait. Par la suite, nous avons assisté à la défection spectaculaire d'adeptes de la mondialisation néolibérale, comme le financier George Soros, le Prix Nobel Joseph Stiglitz et l'économiste-vedette Jeffrey Sachs. Cette déroute intellectuelle de la mondialisation néolibérale a probablement atteint son sommet il y a un peu plus de deux ans lors de la parution d'un rapport détaillé établi par un panel de sommités économiques néoclassiques présidé par Angus Deaton de Princeton et l'ancien économiste en chef du FMI Kenneth Rogoff. Ce rapport montrait crûment que le Département de la recherche de la Banque mondiale – qui était à l'origine de la plupart des affirmations selon lesquelles la mondialisation et la libéralisation du commerce aboutissaient à des taux de pauvreté plus bas, à une croissance économique durable et à moins d'inégalités – avait délibérément falsifié des données et/ou avancé des conclusions indues.

Certes, le néolibéralisme a continué à être le discours par défaut de bien de la plupart des économistes et technocrates. Mais, avant même la débâcle financière mondiale récente, il avait déjà perdu une bonne partie de sa crédibilité et de sa légitimité. Qu'est-ce qui a fait la différence ? Ce ne fut pas tant la recherche et les débats publics que l'action. Il a fallu les manifestations anti-mondialisation à Seattle, en interaction synergique avec la résistance des représentants des pays en développement au Centre Sheraton des Conventions et la répression policière ; on a alors pu assister à l'effondrement spectaculaire de la réunion ministérielle de l'OMC et transformer les assertions non-vérifiées en faits établis, c'est-à-dire en vérité. Cette débâcle intellectuelle infligée à la mondialisation à Seattle a eu des conséquences bien réelles. Aujourd'hui *The Economist*, le principal avatar de la mondialisation néolibérale, admet que "l'intégration de l'économie mondiale recule sur pratiquement tous les fronts," et qu'un processus de "dé-mondialisaton" , hier encore inimaginable, est en train de se dérouler.

Seattle a été ce que le philosophe Hegel appelait "un évènement historique mondial". La leçon durable qu'il faut en tirer, c'est que la vérité n'est pas simplement là, existant objectivement et éternellement. La vérité est restituée, rendue réelle et ratifiée par des actes. A Seattle, des femmes et des hommes ordinaires ont re-institué la vérité par leur action collective et fait éclater le paradigme intellectuel qui protégeait sur le plan idéologique la domination des multinationales.

Walden Bello

Analyste principal du groupe de réflexion philippin Focus on the Global South (Objectif Sud), membre du TNI (Transnational Institute) et représentant du Parti de l'action citoyenne Akbayan au Congrès des Philippines.

Publié le 1er décembre 2009 sur le site Transnational institute. Traduit par Andrée Durand dans le cadre du projet www.m-e-dium.net et révisé par Cédric Durand.